

# LES POLITIQUES AGRICOLES À TRAVERS LE MONDE

www.agriculture.gouv.fr  
www.alimentation.gouv.fr



La fiche pays est disponible sur : <http://agriculture.gouv.fr/politiques-agricoles-fiches-pays>

## Malaisie

2019

### Contexte agricole et relations internationales

PRINCIPALES DONNÉES		MALAISIE	FRANCE
Superficie	km <sup>2</sup> - 2017	330 800	549 087 *
Population	Mhab 2017 et évolution 2017/16	31,6 + 1,4 %	67 + 0,4 %
Indice de développement humain (IDH)	2015	0,789 59 <sup>e</sup> rang mondial	0,897 21 <sup>e</sup> rang mondial
PIB	Md€ - 2017	278	2 545
Taux de croissance du PIB	% annuel - 2017/16	5,9	1,8
PIB / habitant	€ - 2017	8 801	34 050
Part de l'agriculture dans le PIB	% - 2017 **	8,8	1,5
Surface arable	Mha - 2016	8,8	18,3
Surface forestière	Mha - 2016	22,2	17,1
Balance commerciale tous secteurs	Md€ - 2017	+ 20	- 25
Balance commerciale agroalimentaire	Md€ - 2017	Exports : 19,3 Imports : 13,4 Solde : + 5,9 (source Département des statistiques de Malaisie)	Exports : 61,1 Imports : 55,4 Solde : + 5,7 (source Douanes France)
Exportations agroalimentaires (y c. agricoles) vers l'autre pays	M€ - 2017	Malaisie vers France : 45 (source Département des statistiques de Malaisie)	France vers Malaisie : 256 (source Département des statistiques de Malaisie)

Source Banque mondiale

\* 549 087 km<sup>2</sup> pour la métropole (Corse comprise), la surface Outre-Mer est de 89 242 km<sup>2</sup> pour les seuls DOM (Source IGN 2015) et d'environ 113 000 km<sup>2</sup> au total.

\*\* L'indicateur de la Banque mondiale inclut la valeur ajoutée de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de la chasse et de la pêche.

## Ce qu'il faut retenir

✚ La Malaisie est composée de deux régions principales : la Malaisie péninsulaire et les États de Sarawak et Sabah sur l'île de Bornéo. Ces deux derniers États représentent 60 % du territoire (mais seulement 15 % de la population). Le climat est tropical. La péninsule est traversée par des chaînes de montagnes, ne laissant que les plaines côtières disponibles pour l'agriculture et l'urbanisation.

✚ En 2016, l'agriculture contribue à 8,1 % du PIB et emploie 11,4 % de la population active, soit 1,6 million de personnes. La surface agricole, avec 7,8 Mha, couvre 23,6 % du territoire. Le pays compte actuellement environ 500 à 600 000 exploitations agricoles.

✚ L'agriculture malaisienne est peu diversifiée, trois productions occupant 95 % de la surface agricole en 2016.

Il s'agit, d'une part, de deux cultures pérennes tropicales : le palmier à huile (5,7 Mha) et l'hévéa (1 Mha) et, d'autre part, du riz, principale culture alimentaire, qui occupe 0,7 Mha. Cette faible proportion des cultures alimentaires dans l'agriculture fait de la Malaisie un importateur net de produits agroalimentaires si on exclut l'huile de palme et le caoutchouc.

✚ Des programmes publics de développement ont été menés avec succès à partir des années 60 pour augmenter le revenu des populations rurales, en les installant sur des plantations ou en les regroupant en coopératives. Néanmoins, depuis les années 90, le développement des plantations est principalement mené par des entreprises du secteur privé.

## Production agricole

D'après le *Department of Statistics Malaysia (DOSM)*, le secteur agricole (y compris la pêche, l'aquaculture et l'exploitation forestière) représente 8,7 % du PIB du pays en 2016, dont 70 % pour les productions végétales (43 % pour l'huile de palme et 7 % pour le caoutchouc). Le pays compte actuellement environ 500 à 600 000 exploitations agricoles. Le secteur emploie 1,6 million de personnes, dont 600 000 travailleurs étrangers. Les surfaces agricoles occupent 7,8 Mha en 2016. Les plantations (caoutchouc, huile de palme, cacao) appartiennent aussi bien à de grandes exploitations, publiques ou privées, qu'à de petits producteurs. Ainsi, s'agissant de l'huile de palme, d'après le *Malaysian Palm Oil Board (MPOB)*, 61 % des plantations de palmiers à huile appartenaient à des entreprises privées en 2017, 22 % faisaient partie de projets gouvernementaux reposant sur des petits producteurs (*FELDA*, *FELCRA*, *RISDA*<sup>1</sup> et autres initiatives portées par les autorités publiques) et 17 % appartenaient à de petits producteurs indépendants. Les autres productions (fruits, légumes, riz, etc.) sont assurées essentiellement par de petits producteurs cultivant en moyenne 1 ha ou moins.

### Productions végétales

La Malaisie exploite historiquement de nombreuses surfaces de cultures pérennes tournées vers l'exportation. Les plantations de palmiers à huile et de caoutchouc représentent 86,2 % de la surface agricole en 2016.

L'hévéa occupe près de 1 Mha en 2016 d'après le *DOSM*. La production de caoutchouc naturel est de 0,67 Mt en 2016 (un peu plus de 5 % de la production mondiale), ce qui place la Malaisie au rang de 6<sup>e</sup> pays producteur, loin derrière les deux premiers producteurs mondiaux que sont la Thaïlande et l'Indonésie, alors qu'elle a occupé la première place jusqu'en 1989. Le cacao a connu un recul encore plus important que l'hévéa. La Malaisie était l'un des premiers producteurs mondiaux de cacao au pic de sa production en 1989 (415 000 ha/247 000 t). En 2016, la production s'établit à seulement 1 800 t sur 17 400 ha. Enfin, 505 000 t de noix de coco sont récoltées sur 84 600 ha en 2016.

**Le riz, céréale stratégique pour la sécurité alimentaire**, est cultivé sur 0,72 Mha pour une récolte de 3,5 Mt en 2016, assurant désormais plus de 70 % de la consommation nationale. Après avoir touché un point bas inférieur à 2 Mt à la fin des années 1990 et au début des années 2000, la production rizicole est repartie à la hausse. Toutefois, selon la FAO, le rendement (3,2 t/ha en 2016) se situe toujours dans la fourchette basse des rendements observés en Asie du Sud-Est (2,9 à 5,6 t/ha).

**La Malaisie produit également des fruits tropicaux sur environ 150 000 ha** (source *DOSM*). Avec la Thaïlande et l'Indonésie, la Malaisie figure parmi les trois premiers producteurs mondiaux de durian (66 000 ha/0,3 Mt en 2016). La banane occupe 28 000 ha pour une production de 0,3 Mt en 2016. La production d'ananas couvre 13 000 ha et s'élève à près de 0,4 Mt.

<sup>1</sup> - *FELDA* : Federal Land Development Authority ; *FELCRA* : Federal Land Consolidation and Rehabilitation Authority ; *RISDA* : Rubber Industry Smallholders Development Authority.

## Productions animales

L'élevage représente 11,6 % du PIB agricole en 2016. **La Malaisie est le troisième éleveur de volailles de l'ASEAN après l'Indonésie et la Thaïlande**, avec 316 Mtêtes pour une production de près de 1,7 Mt de viande de volaille en 2013 (90 % de poulet) qui représente, en 2016, 86 % de la viande qu'elle produit. La progression du cheptel a été spectaculaire, à un rythme annuel de près de 10 % par an entre 1991 et 2018. Aujourd'hui, la volaille est l'un des rares secteurs alimentaires excédentaires.

Le cheptel porcin, après avoir atteint un pic en 1997 (3,2 Mtêtes pour 0,3 Mt de viande produite), a été décimé par l'encéphalite japonaise en 2000. La production est répartie depuis à la hausse sans pour autant retrouver les niveaux antérieurs. En 2016, le cheptel porcin est de 1,9 Mtêtes et la production de viande porcine s'établit à 0,22 Mt, soit 11 % de la production de viande nationale.

Le reste du cheptel est constitué de 0,75 M de bovins (dont entre 20 000 et 30 000 vaches laitières), 0,45 M de caprins, 0,15 M d'ovins et 0,12 M de buffles. La collecte de lait est faible, avec 37 Mlitres en 2016, et ne permet de couvrir qu'environ 5 % de la consommation.

## Productions marine et aquacole

La pêche et l'aquaculture représentent 11,5 % du PIB agricole avec 2,1 Mt produites en 2016. La pêche s'effectue surtout sur les côtes de la Malaisie péninsulaire et représente l'essentiel de la production avec 1,6 Mt. La Malaisie était en 2013 le 4<sup>e</sup> pays du monde en capture de maquereaux (200 000 t) et le 7<sup>e</sup> pour la capture de crevettes (100 000 t).

La production aquacole en eau saumâtre est de 0,4 Mt et celle en eau douce de 0,1 Mt. En 2013, la Malaisie était le 13<sup>e</sup> pays producteur de crevettes d'élevage. La Malaisie produit 0,3 Mt d'algues marines d'élevage.

## Politique agricole

### Un développement volontariste des plantations visant à lutter contre la pauvreté

**Après l'indépendance (1963), le gouvernement malaisien a poursuivi des programmes visant à lutter contre la pauvreté rurale via le développement de cultures pérennes.** Des agences d'État ont été mandatées pour organiser le développement rural. *FELDA* (*Federal Land Development Authority*), créée en 1956, visait à installer des familles rurales sur de

nouvelles exploitations de 4 ha en leur fournissant des services (prêts) et des infrastructures (école, route,...). *FELCRA* (*Federal Land Consolidation and Rehabilitation Authority*, 1966) et *RISDA* (*Rubber Industry Smallholder Development Authority*, 1973) ont reçu pour mission d'améliorer le revenu des petites exploitations déjà existantes en les rendant compétitives. *FELDA* a ainsi installé 113 000 exploitants sur 522 000 ha (70 % des plantations étaient de l'huile de palme et 25 % du caoutchouc). Les programmes *RISDA* et *FELCRA* concernent plus de 500 000 petits exploitants sur 1,4 Mha. **De nombreuses études ont montré l'impact positif de ces programmes sur le revenu des bénéficiaires.** En outre, en 2015, 76 % des familles installées par *FELDA* étaient propriétaires de leur parcelle, ayant réussi à rembourser le coût de leur installation, prélevé sur leur production durant parfois plus de 30 ans.

Les *National Agricultural Policy* (*NAP*) 1 et 2 (1984-1991 et 92-97) se sont focalisées sur la mise en culture de plantations et l'amélioration de leur productivité à l'attention des petits exploitants, laissant le reste de l'agriculture se libéraliser en diminuant les aides sur les intrants. **Les industries de l'aval ont été développées, encouragées par un système de taxe différentielle sur les exportations, montrant la volonté du gouvernement de faire contribuer les plantations au PIB.** La matière première brute (huile de palme ou caoutchouc non transformé) est davantage taxée que les produits de leurs industries. Ainsi, la Malaisie a développé une filière de produits oléo-chimiques (huile de palme) et de gants en latex (caoutchouc).

**Toutefois, à partir des années 90, les installations de familles cessent et les petits producteurs se voient marginalisés dans la gouvernance de *FELDA*. Celle-ci ne développe plus que des plantations commerciales, plus rentables.** 356 000 ha sont ainsi plantés jusqu'en 2012. *FELDA* est alors progressivement privatisée en partie : une partie de *FELDA* reste publique et continue à aider les 113 000 familles installées, l'autre partie - *FELDA Global Venture* - devient un conglomérat (également premier raffineur de sucre malaisien, par exemple), qui possède les huileries et les terres mises en culture après 1990. L'espoir de la première génération de producteurs de voir leurs enfants accéder à leur tour à de nouvelles concessions disparaît et peu profitent de l'introduction en bourse de la compagnie (2,4 Md€ levés), 2,5 % des actions leur étant attribuées.

*FELDA* semble bien illustrer le changement qui s'est opéré dans le développement des plantations en Malaisie, qui concerne désormais majoritairement des multinationales en mesure d'investir également à l'étranger. Plus généralement, le paysage des plantations malaisiennes a changé : en 2017, selon le *MPOB*, 61 % de la surface de palmiers est cultivée sous forme de grandes plantations privées. En revanche, *RISDA* et *FELCRA* aident toujours les petits exploitants de caoutchouc

(deuxième plantation du pays) qui dominent dans ce secteur, en leur fournissant formations, intrants et infrastructures.

L'accroissement des surfaces est confronté à la question de la durabilité sociale et environnementale. La Malaisie s'est engagée au sommet de Rio de 1992 à limiter la déforestation et à conserver la moitié de son territoire en forêt. En 2014, avec 18,3 Mha, la couverture forestière est de 55,3 % (*Ministry of Natural Resources and Environment*). Le développement de palmeraies n'est pas toujours la cause première de la déforestation : les forêts effectivement converties en palmeraies étaient parfois déjà dégradées du fait de leur exploitation antérieure pour le bois, et une partie des nouvelles plantations de palmiers a également été développée sur des terres anciennement consacrées à l'hévéa. Les 3/4 de la main-d'œuvre sont des étrangers (environ 600 000 employés au total) travaillant dans les plantations.

La Malaisie s'est impliquée dans l'initiative *Roundtable on Sustainable Palm Oil* lancée en 2004, la norme privée la plus utilisée pour l'huile de palme, souhaitant ainsi conserver une meilleure emprise sur le développement de la certification de la durabilité. Dans cette perspective, la Malaisie a lancé en 2015 la *Malaysian Sustainable Palm Oil (MSPO)*, norme nationale fondée sur une synthèse de sa réglementation. La certification *MSPO* était initialement volontaire et a été rendue obligatoire au début de l'année 2017 (avec un délai de mise en conformité fixé à fin 2019). Par ailleurs, une révision du contenu de la norme a été initiée fin 2017 afin de renforcer les exigences de durabilité. Ces deux décisions illustrent la stratégie de différenciation sur la durabilité engagée récemment par la Malaisie pour sa filière huile de palme.

## Un pays importateur net de denrées vivrières

À la date de son indépendance (1963), la Malaisie produisait 50 % de son riz (0,7 Mt en 1961, *FAO*). La révolution verte, avec un fort investissement en matière d'irrigation, a permis de quasiment doubler la récolte entre 1961 et 1974 (le rendement est passé de 1,3 t/ha à 1,8 t/ha) et d'atteindre 92 % d'autosuffisance. Néanmoins, les années 80 ont été marquées par une libéralisation des échanges agricoles et une forte volonté de dégager de la valeur ajoutée sur les cultures tropicales non alimentaires destinées à l'exportation. Aussi, en 1993, la production de riz ne progressait plus et se situait toujours à 1,3 Mt, ne permettant plus d'assurer que 73 % de la consommation et le gouvernement devait importer pour nourrir sa population.

**La crise asiatique (entraînant la dévaluation du Ringgit), puis la crise des matières premières agricoles de 2007, ont fait exploser le coût des importations de denrées alimentaires.** En 2008, les importations de riz représentaient 0,55 Md€, soit 2 fois plus qu'en 2007, et l'autosuffisance n'était plus que de 62 %. Aussi la 3<sup>e</sup> *National Agricultural*

*Policy (NAP 1997-2010)* a réintroduit la sécurité alimentaire comme objectif, qui concerne particulièrement le riz, principale céréale produite et consommée. Dans la *NAP 2010-2020*, cette orientation est maintenue et l'objectif est « *d'assurer un approvisionnement sûr et suffisant en produits alimentaires* ». L'agence d'État Bernas est chargée d'atteindre ces objectifs pour le riz : elle achète la production en dernier recours aux riziculteurs à un prix fixé par le gouvernement (entre 20 % et 30 % de la production nationale achetée selon les années), et dispose en outre d'un monopole pour l'importation de riz, ce qui protège la production nationale. Par ailleurs, la *Muda Agricultural Development Authority (MADA)* est chargée d'organiser le développement de grandes exploitations rizicoles mécanisées dans l'extrême Nord-Ouest du pays qui concentre environ 40 % de la production de riz sur seulement 100 000 ha de terres cultivées. L'objectif est d'étendre la pratique de deux récoltes par an et d'augmenter les rendements. À ces mesures s'ajoute un soutien aux consommateurs via un prix subventionné pour le riz. Même si le niveau d'autosuffisance a progressé ces dernières années (plus de 70 % en 2016), l'objectif est d'atteindre un niveau d'autosuffisance de 80 % à l'horizon 2020, sachant que le riz de Malaisie n'est pas compétitif sur le marché international et qu'une partie de la demande domestique concerne des riz étrangers, notamment thaïlandais.

Si la balance commerciale agroalimentaire malaisienne est largement excédentaire, la balance alimentaire (hors huile de palme et caoutchouc) est structurellement déficitaire. L'élevage, la pêche et l'aquaculture, en dépit d'une forte progression cette dernière décennie, ne permettent pas de répondre à la demande locale, même s'ils sont soutenus par des barrières, notamment sanitaires, qui freinent les importations.

## Indications géographiques (IG)

**La Malaisie a adopté une législation sur les IG** via le *Geographical Indications Act* de 2000 (amendé en 2002) et les *Geographical Indications Regulations* de 2001 (amendées en 2013). Cette réglementation est désormais sous la responsabilité d'une agence gouvernementale autonome en charge de toutes les questions de propriété intellectuelle créée en 2003 et qui a été rebaptisée *MyIPO (Intellectual Property Corporation of Malaysia)* en mars 2005.

Après une vingtaine d'IG enregistrées entre 2003 et 2013, la Malaisie a enregistré de nombreuses IG entre 2014 et 2016. C'est le poivre du Sarawak qui a ouvert la voie en 2003. La Malaisie se situe aujourd'hui au premier plan en Asie du Sud-Est avec la Thaïlande, avec 72 produits enregistrés dans le registre national en mai 2018 : 70 IG domestiques (principalement issues de Sabah et Sarawak) et 7 IG étrangères (dont Champagne et Cognac). Les IG concernent des produits agricoles et agroalimentaires comme le thé de Sabah (*Sabah Tea*) ou le riz Bario (*Bario Rice*), et des produits artisanaux,

notamment à base de bois (*Ukiran Kayu Besut*) ou de métaux (*Tembaga Ladang*).

Même si certaines IG représentent un vrai succès commercial, tel que le poivre du Sarawak, la grande majorité des IG malaisiennes ne font l'objet que d'une valorisation économique limitée, notamment du fait des faiblesses de la réglementation malaisienne et du peu d'investissements dans cet outil de valorisation des produits traditionnels.

## Échanges commerciaux

Le commerce agroalimentaire malaisien est structurellement excédentaire depuis quelques décennies. **Néanmoins, le pays est un importateur net de denrées alimentaires**, l'huile de palme représentant la majeure partie des exportations.

### Exportations

D'après les statistiques malaisiennes, les exportations de produits agroalimentaires de la Malaisie (24 premiers chapitres du système harmonisé des douanes) se sont élevées à 19,3 Md€ en 2017. À ces exportations, il faut ajouter celles de caoutchouc naturel et de ses dérivés qui représentent 6,4 Md€. **Les deux cumulés représentent ainsi 13,4 % de l'ensemble des exportations du pays (191,6 Md€).**

**Les huiles végétales dominent largement les exportations, avec 11,9 Md€, soit 62 % des exportations agroalimentaires.** L'huile de palme et l'huile de palmiste arrivent en tête avec 10,3 Md€, dont 8,6 Md€ pour de l'huile non chimiquement modifiée (brute ou raffinée) et 1,7 Md€ pour des produits transformés. Les exportations d'huile de palme s'élèvent à 166 Mt en 2017, faisant de la Malaisie le deuxième exportateur mondial (40%). L'huile de coprah représente 0,9 Md€.

S'agissant des exportations agroalimentaires hors huiles végétales (7,4 Md€), trois postes dominant :

- > les produits à base de céréales pour 1,2 Md€, dont 0,6 Md€ pour la boulangerie, pâtisserie et biscuiterie et 0,6 Md€ pour la farine et la semoule,
- > les produits transformés (préparations à base de café, sauces, soupes, etc.) représentent 1,2 Md€ également,
- > le cacao et ses dérivés pour 1,1 Md€ (beurre, huile, poudre, pâte de cacao et chocolat).

### Importations

Selon les statistiques malaisiennes, les importations malaisiennes de produits agroalimentaires (24 premiers chapitres) représentent 13,4 Md€ en 2017, soit 7,8 % de l'ensemble des importations du pays (171,6 Md€).

**La majorité des importations agroalimentaires concerne les produits destinés à l'alimentation (humaine et animale)**, avec notamment les céréales (1,3 Md€) et les légumes (0,8 Md€). Le maïs en provenance de l'Argentine, du Brésil et des États-Unis arrive en tête pour 0,65 Md€, suivi du riz (0,3 Md€) et du blé (0,3 Md€, la moitié provenant d'Australie). Les légumes sont principalement des oignons (0,3 Md€) et des choux (0,1 Md€). Les importations de viande représentent 0,8 Md€ (dont plus de 50% de la viande bovine) et l'alimentation animale près de 1 Md€ avec des tourteaux de soja et des prémix. Les importations de produits laitiers s'élèvent à 0,8 Md€, dont 0,5 Md€ de poudre de lait et environ 0,1 Md€ de fromages, ainsi que du lactosérum et du beurre.

**Le second poste concerne des matières premières destinées à l'industrie de transformation.** Les huiles végétales représentent 1,4 Md€ avec principalement de l'huile de coprah (0,5 Md€) et de l'huile de palme non chimiquement modifiée (0,35 Md€). Le cacao et ses dérivés suivent pour 0,9 Md€, dont 0,6 Md€ sous forme de fèves. Le sucre de canne brut représente 0,8 Md€ (en provenance du Brésil). Par ailleurs, les importations de caoutchouc naturel (qui s'ajoutent aux importations agroalimentaires définies précédemment) s'élèvent à 1,6 Md€.

### Échanges bilatéraux

Les exportations agroalimentaires vers la France s'élèvent à 44,7 M€ en 2017 et sont relativement stables depuis 2001 (25 à 65 M€). Le cacao et ses préparations dominent ces exportations pour 14,2 M€. Suivent les produits à base de poissons et de crustacés pour 9,6 M€, auxquelles s'ajoutent les exportations de produits de la mer et de l'aquaculture non transformés pour 4,7 M€. Les exportations d'huile de palme non chimiquement modifiée s'élèvent à 5,5 M€, sachant qu'il s'agit seulement d'une petite partie des importations françaises d'huile de palme malaisienne, la majorité des flux transitant par les Pays-Bas (Rotterdam). D'ailleurs, les statistiques françaises comptabilisent 35 M€ d'importations d'huile de palme issue de Malaisie.

Les importations agroalimentaires en provenance de la France s'élèvent à 256 M€. Les boissons et alcools sont le premier poste pour 150 M€, soit près de 60 % des exportations françaises, dont 130 M€ de spiritueux et 17 M€ de vins, dont une partie transite via Singapour. Les produits laitiers occupent la deuxième position, pour 45 M€ (poudre de lait et lactosérum principalement).

### Conditions d'accès au marché malaisien

La Malaisie est un pays ouvert aux échanges agricoles, comparé à ses voisins de l'ASEAN. La moyenne des droits de douane pour les produits agricoles s'élève à seulement 3,3 % en 2017 d'après l'OMC. Seules quelques rares exceptions comme le riz sont fortement taxées (40 %).

La contrainte majeure pour les exportations agroalimentaires françaises en Malaisie relève de la certification halal des établissements producteurs, obligatoire pour tous les produits carnés (hors porcs et autres animaux haram).

Concernant l'agrément sanitaire des établissements relatif à la sécurité sanitaire des produits, les exigences malaisiennes sont semblables au référentiel européen. Malgré des changements récents dans son système de droits d'accises sur les alcools en Malaisie, le niveau de taxation demeure élevé et certains produits demeurent pénalisés (champagne), ce qui freine la progression des exportations françaises de vins et spiritueux.

## Accords internationaux

La Malaisie est membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis 1995. Elle est membre de l'OIE (Organisation mondiale de la santé animale) depuis 1970, ainsi que du *Codex Alimentarius*, de la CIPV (Convention internationale pour la protection des végétaux), de la CDB (Convention sur la diversité biologique) et du TIRPAA (Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'agriculture et l'alimentation). Elle est enfin membre du groupe de Cairns.

**La Malaisie est résolument engagée dans la libéralisation des échanges depuis les années 80 ; elle a signé de nombreux accords commerciaux (7 accords bilatéraux et 6 accords régionaux).**

Elle est l'un des membres fondateurs de l'ASEAN et a donc signé l'**ASEAN Trade in Goods Agreement (ATIGA)** ; à ce titre, elle fait partie de l'ensemble des accords négociés par l'ASEAN avec des partenaires commerciaux (Chine, Corée du Sud, Japon, Australie/Nouvelle-Zélande et Inde). Un accord ASEAN-Hong Kong a été signé fin 2017 pour une entrée en vigueur courant 2019.

La Malaisie a signé **plusieurs accords de libre-échange** bilatéraux : avec la Nouvelle-Zélande (2010), le Chili (2012), l'Australie (2013) et la Turquie (2015).

**Un accord de partenariat économique** a été signé avec le Japon en 2013. Deux autres partenariats concernent, l'un, l'Inde (*Comprehensive Economic Cooperation Agreement*), signé en 2011, et l'autre, le Pakistan (*Closer Economic Partnership Agreement*) en 2008.

**La Malaisie est également partie prenante du TransPacific Partnership (TPP).**

Sources : Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Ambassade de France à Singapour, Département des statistiques de Malaisie (DOSM), Banque mondiale, FAO.

**Les négociations d'un accord de libre-échange avec l'Union européenne** ont débuté en 2010, le dernier round a eu lieu en avril 2012. Les négociations ont été suspendues par la suite, mais pourraient reprendre prochainement.

Sur les questions touchant à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages découlant de leur utilisation (protocole de Nagoya à la CDB et TIRPAA), la Malaisie défend une position éloignée de celle de la France (réticences à donner accès à ses ressources génétiques, demande de plus de partage des avantages financiers, notamment ceux issus de l'exploitation des données numériques de séquençage de ressources génétiques).

En matière de pêche, la Malaisie est membre de la Commission des thons de l'océan Indien. Un dialogue informel a été mis en place par la Commission européenne avec les autorités malaisiennes en matière de lutte contre la pêche illicite, non réglementée, non déclarée (INN). Une évaluation a été conduite en 2017 : la Malaisie y a répondu favorablement et s'est montrée très coopérante. Les problèmes constatés sont principalement : le manque de contrôle et de surveillance de la pêche dans sa globalité, et le manque de cadre juridique en matière INN. Le dialogue se poursuivra en 2019.

## Relations bilatérales

Le CIRAD coopère depuis 2011 avec l'université de *Putra Malaysia*. Les sujets concernent d'une part l'impact des normes dans le secteur agroalimentaire et d'autre part les politiques publiques et l'économie des produits forestiers. Un partenariat sur le sujet des bois tropicaux existe également avec le *FRIM (Forest Research Institute of Malaysia)* depuis 2006.

Un accord de partenariat lie depuis 2011 le CIRAD avec *FELDA Global Ventures* dans le domaine des biotechnologies appliquées à l'amélioration génétique du palmier à huile. Avec le *World Fish Institute*, un Centre de recherche international membre du Consortium GCRAI et basé à Penang, le CIRAD développe des recherches en aquaculture, principalement sur la résistance à la salinité du tilapia d'élevage.

Le CIRAD met par ailleurs en place une plate-forme partenariale de construction de projets scientifiques et de formation avec ses partenaires publics et privés en Asie du Sud-Est. Dénommée *SALSA (Sustainable Agricultural Landscapes in Southeast Asia - Territoires agricoles durables en Asie du Sud-Est)*, cette plate-forme a pour objectif de fédérer et mobiliser régionalement les compétences scientifiques et de formation sur la durabilité des filières végétales pérennes.

**COPYRIGHT** : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Europe et International de la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE).

**CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ** : Le Service Europe et International s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**RÉDACTION** : Cette collection de fiches est coordonnée par le bureau des exportations et partenariats internationaux (BEPI/DGPE). Leur rédaction est assurée par les conseillers aux affaires agricoles (CAA), les services des ambassades de France et les services centraux concernés (DGPE, DGAL, DGER, CEP). Les sources des données sont diverses. En fonction des zones géographiques, des lots de données homogènes et consolidés ont été privilégiés, ce qui peut conduire à ne pas retenir les données de l'année N-1 mais celles d'une année antérieure dans le tableau de la première page, les données de l'année N-1 restant mentionnées dans le corps du texte.

**Service Europe et International — 3, rue Barbet de Jouy — 75349 Paris 07 SP**